

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION

N° ~~0001~~ /DC/ MINCOMMERCE-CECAFIN/CIPM/2023

~~DU 13 NOV 2023~~ RELATIVE A L'ACHAT DES OUTILS DE RECOLTE. -

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un avis de consultation pour une demande de cotation relative à l'achat des outils de récolte au profit du Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC).

2. CONSISTANCE DE LA FOURNITURE

L'objet du présent Appel d'Offres, consistent en l'achat des outils de récolte tels que résumé dans le tableau ci-après :

No d'ordre	Désignation	Qté
01	Sécateur manuel avec poignée en caoutchouc	12
02	Emondoirs en acier inoxydable : manche de 5m	12
03	Machette de marque tropic	10
04	Gourdín en bois dur : longueur 40 cm	40
05	Cuvette de collecte en aluminium : capacité 40l	20
06	Bonbonnes d'écabossage avec couvercle à vis : capacité 50l	50
07	Futs de transport en plastique avec couvercle à vis : capacité	20

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente demande de cotation est ouverte à égalité de chance aux entreprises de droit Camerounais installées sur le territoire national et ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de matériel.

4. FINANCEMENT

Le financement de la fourniture objet de la présente demande de cotation est assuré par le Budget du Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) pour l'exercice 2023, imputation "2023 25 1 214 00 10 22 01 03".

5. COÛT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet à l'issue des études préalables s'élève à **six millions huit cent mille (6 800 000) Francs CFA** toutes taxes comprises.

6. LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

6.1. La livraison se fera au Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC).

6.2. Le délai de livraison accordé par le Maître d'ouvrage est de **trente (30) jours** à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage de la prestation.

7. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne et hors ligne.

8. ALLOTISSEMENT

Les fournitures, objet de la présente Demande de Cotation sont constituées en un (01) lot unique.

9. CONSULTATION DE LA DEMANDE DE COTATION

Le dossier de consultation de la présente demande de cotation peut être consultée aux heures ouvrables, au Service des Marchés Publics du Ministère du Commerce, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, et la version électronique au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

10. CAUTION DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce N°12 du DAO d'un montant de : **Cent trente-six mille (136 000) FCFA.**

Elle est valable pendant trente (30) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres qui est de quatre-vingt-dix (90) jours.

11. ACQUISITION DE LA DEMANDE DE COTATION

La présente demande de cotation peut être obtenue au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics 1^{er} étage, porte 106 de l'Immeuble ministériel « Rose », dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de dix mille (10 000) FCFA, au compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir le DC par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS, disponible aux adresses sus indiquées et au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires, dont un (01)

original et six (06) copies, marqués comme telles, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra parvenir contre récépissé au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, au plus tard le ~~13 DEC 2023~~ ^{13 NOV 2023} 12h30 précises heure locale, et devra porter la mention :

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° 0001/DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/CIPM/2023 ~~13 DEC 2023~~ ^{13 NOV 2023} **RELATIVE A L'ACHAT DES**
OUTILS DE RECOLTE. -

(A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT)

- **Pour la soumission en ligne**, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ~~13 DEC 2023~~ ^{13 NOV 2023} 12h30. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

14. RECEVABILITE DES OFFRES

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois-(03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

Toutefois, en cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question, sauf pour le cas de la caution de soumission.

Cependant, l'absence ou la non-conformité à l'ouverture des plis de la caution de soumission délivrée par une banque ou un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, entraîne le rejet de l'offre.

15. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non-conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le dossier de consultation.

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- Dossier administratif incomplet ou non conforme après 48 heures ;
- Absence d'une pièce du dossier financier ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;

- Non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture (à lister)
- Non-conformité du modèle de soumission ;
- Offre financière inférieure à cinq (05) millions ;
- Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- Absence ou une fausse pièce dans le dossier technique ;
- Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- Offre n'ayant pas satisfait à au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels.
- Non satisfaction du Maître d'Ouvrage par rapport à une prestation antérieure du soumissionnaire
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger la capacité technico- financière des candidats à exécuter les prestations ou à livrer les fournitures, objet de l'Appel d'Offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicative sur :

- Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un (1) an ;
- Attestation du Service après-vente ;
- Expérience et référence du soumissionnaire (copies des contrats première page et dernière page, des PV de réception pour les marchés de même nature) ;
- Délai de livraison inférieur ou égal à **trente (30) jours** ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le descriptif de la fourniture (DF) paraphé à chaque page, daté et cacheté à la dernière page) ;
- Contrat de travail du maintenancier dans la structure ou un contrat de maintenance le cas échéant avec une structure spécialisée du domaine
- Caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- Attestation de solvabilité bancaire, supérieure à deux millions quarante mille (2 040 000) Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances.

NB : Seules les offres ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 70% des critères essentiels seront, retenus pour la suite de la procédure.

16. PRESENTATION DE L'OFFRE

Les documents constitutifs de l'offre seront placés sous triple enveloppe dont :

- ✓ L'enveloppe A contenant les pièces administratives (Volume 1)
- ✓ L'enveloppe B contenant l'offre technique (Volume 2)
- ✓ L'enveloppe C contenant l'offre financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (**Enveloppes A, B et C**) seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant la mention de l'avis de consultation concerné.

NB : Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du dossier de consultation et séparées par des intercalaires de couleur identique.

17. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera en un seul temps, le **13 DEC 2023** à **13h30** précises, heure locale, dans la salle de conférence de l'Immeuble « Rose » du Ministère du Commerce par la Commission Interne de Passation des Marchés en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite maîtrise du dossier.

18. VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagées par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. ATTRIBUTION DE LA LETTRE-COMMANDE

La Lettre-Commande sera attribué au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

20. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 et en ligne au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

21. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

22. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

COPIES :

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Président CIPM
- AFFICHAGE
- CHRONO/ARCHIVES

Yaoundé, le **13 NOV 2023**



MINISTRE DU COMMERCE

Luc Magloire
Mbarga Atangana

NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION No.

~~0001~~/DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/CIPM/2023 OF 13 NOV 2023
FOR THE PURCHASE OF HARVESTING TOOLS. -

1. PURPOSE OF CONSULTATION

The Minister of Trade hereby launches, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a notice of consultation for a request for quotation for the purchase of harvesting tools for the Cocoa and Coffee Sub Sectors Development Fund (CCODEF).

2. NATURE OF SUPPLIES

The services covered by this request for quotation shall involve the purchase of harvesting tools as summarised in the table below:

No.	Description	Qty
-		
01	Hand-held secateurs with rubber handle	12
02	Stainless steel pruning hook: 5m handle	12
03	Tropic machete	10
04	Hardwood club (bludgeon): 40 cm long	40
05	Aluminium collection basin (bowl): 40l capacity	20
06	Shucking bins (containers) with screw lid: 50l capacity	50
07	Plastic transport barrels with screw lid: capacity	20

3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this request for quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in the supply of this type of equipment.

4. FUNDING

Funding shall be provided by the 2023 Budget of the Cocoa and Coffee Sub Sectors Development Fund (CCODEF), budget allocation: No. "2023 25 1 214 00 10 22 01 03"

5. ESTIMATED COST

The estimated cost of the project at the end of the preliminary studies shall be 6,800,000 (six million eight hundred thousand) CFA Francs including all taxes.

6. DELIVERY PLACE AND TIME

6.1. Delivery will be made to the Cocoa and Coffee Sub Sectors Development Fund (CCODEF).

6.2. The delivery period granted by the Contracting Authority shall be **30 (thirty) days** from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

7. TENDERING METHOD

The tendering method selected for this consultation shall be online or offline.

8. ALLOTMENT

The supplies covered by this Request for Quotation shall be made up of a single lot.

9. CONSULTATION OF THE REQUEST FOR QUOTATION

Consultation documents of this request for quotation can be consulted during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, and the electronic version in ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as soon as this Notice is published.

10. BID BOND

Each bidder must attach to its administrative documents, a bid bond established by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry in charge of Finance and listed in Exhibit No.12 of tender (consultation) documents in the amount of: **136,000 (one hundred and thirty-six thousand) CFA francs.**

Bid bonds shall be valid for a period of 30 (thirty) days beyond the validity period of the tenders, which shall be 90 (ninety) days.

11. ACQUISITION OF THE REQUEST FOR QUOTATION

This request for quotation can be obtained at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106 of Ministerial Building "Immeuble Rose" (Pink Building), as soon as this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment into the CAS-ARMP special account, opened in BICEC branches, of a non-refundable sum of 10,000 (ten thousand) CFA francs accounting for tender document purchase costs.

It is also possible to obtain consultation documents by free download from the COLEPS platform available at the above addresses and from the ARMP's Public Contracts Journal for the electronic version. However, the online submission shall be subject to the payment of the purchase costs for tender documents.

12. FILE SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. SUBMISSION OF BIDS

Each bid shall be drafted in English or French.

- For off-line submission, the bid shall be submitted in 07 (seven) copies, including

1 (one) original and 06 (six) duplicates, written as such thereon, in accordance with the provisions of Tender (Consultation) Documents, to the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, against a receipt, not later than ~~11.3 DEC 2023~~ at ~~12:30 pm~~ precisely (local time) and shall be labelled:

NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION No.
0004/DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/CIPM/2023 OF ~~11.3 NOV 2023~~ FOR THE PURCHASE OF
HARVESTING TOOLS. -

(TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER REVIEW SESSION)

- **For online submission**, the bid must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform by ~~11.3 DEC 2023~~ at ~~12:30 pm~~ at the latest. A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

Bids submitted after the deadline (date and time) for submission of bids will not be received.

14. ADMISSIBILITY OF BIDS

Under pain of being rejected, the other administrative documents required must be originals or copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in compliance with the special rules and regulations governing this invitation to tender. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.

Any bid that is incomplete in accordance with tender document requirements shall be declared inadmissible.

However, in the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, a period of forty-eight (48) hours shall be granted to the bidders concerned to produce or replace the document in question, except for the bid bond.

However, the absence or non-conformity at the time of the opening of the bids of the bid bond issued by a first-class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance shall result in the rejection of the bid.

15. BID EVALUATION CRITERIA

The purpose of these criteria shall be to identify and reject incomplete bids or bids that do not substantially comply with the conditions set out in the consultation documents.

15.1. Eliminatory criteria

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria. They do not have to be scored. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's offer.

These shall include:

- incomplete or non-compliant administrative file after 48 hours;
- absence of a document from the financial bid;
- the absence of a quantified unit price in the unit price schedule;

- misrepresentation or forged documents;
- absence or non-compliance of the bid bond;
- non-compliance with the major technical specifications of the supply (to be listed);
- non-conformity of the tender model;
- financial bid less than 5 (five) million;
- absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three financial years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- absence or a false document in the technical file;
- the absence of a leaflet with the manufacturer's technical data sheets;
- a bid which failed to meet at least 70% of all essential criteria;
- failure to satisfy the Contracting Authority in connection with a previous service provided by the bidder;
- non-compliance with the bid file format;
- absence of a back-up copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

15.2. Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the bidders to perform the services or deliver the supplies that are the subject of the request for quotation. These must be determined according to the nature of the services to be provided.

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The criteria relating to the qualification of bidders shall cover, as an indication:

- the presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- certificate of guarantee of the delivered goods of at least 1 (one) year;
- certificate of after-sales service;
- experience and references of the bidder (copies of contracts (first and last pages), acceptance reports (statements) for contracts of same nature);
- delivery time less than or equal to **30 (thirty) days**;
- proof of acceptance of the conditions of the contract (Booklet of Special Administrative Clauses and the description of the supply (DS) initialled on each page, dated and sealed on the last page);
- Employment contract of the maintenance technician in the structure or a maintenance contract, if applicable, with a structure specialising in the field.
- technical characteristics of the proposed supplies;
- certificate of bank solvency, greater than to **2,040,000 (two million forty thousand) CFA francs** issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance.

NB: Only bids having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher or equal to 70% of essential criteria shall be eligible for further procedure.

16. SUBMISSION OF BIDS

Consultation documents shall be put in an envelope including:

- ✓ envelope A containing the documents of the administrative file (Volume 1)
- ✓ envelope B containing the technical bid (Volume 2)
- ✓ envelope C containing the financial bid (Volume 3).

All tender documents (**envelopes A, B and C**) shall be put in a large, sealed outer envelope marked with the relevant consultation notice.

NB: The constituent documents of each bid shall be numbered in the order of consultation documents and separated by inserts of identical colour.

17. OPENING OF BIDS

The opening of bids shall take place on **13 DEC 2023** at **4:30 pm** precisely (local time) in a single session in the Conference Room of the Ministry of Trade ("Immeuble Rose" - Pink Building), by the Internal Tenders Board to the Ministry of Trade. Only bidders or their duly designated representatives who are fully familiar with the file shall be allowed to attend the opening of bids.

18. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

19. AWARD OF JOBBING ORDER

The jobbing order shall be awarded to the bidder who has met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of essential criteria with the lowest evaluated financial bid

20. FURTHER INFORMATION

Further information can be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 and online at the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at the following addresses : <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

21. TECHNICAL SUPPORT

For technical support, in the event of any problem related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email dsi@minmap.cm.

22. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

For any attempt at bribery or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, **13 NOV 2023**

COPIES:

MINMAP
ARMP
MINCOMMERCE
Chairperson of Internal Tenders Board
-POSTING
-FILING/ARCHIVES

THE MINISTER OF TRADE



Philippe Magloire
Barga Atangana